

CONSULTATION PUBLIQUE N°2024-03 DU 3 AVRIL 2024 RELATIVE AUX  
CONDITIONS DE MODIFICATION PAR LES GESTIONNAIRES DE RESEAU PUBLIC DE  
LA PUISSANCE DE RACCORDEMENT ELECTRIQUE DES UTILISATEURS EN  
APPLICATION DE L'ARTICLE L. 342-24 DU CODE DE L'ENERGIE

**CONTRIBUTION ADEME**

Le 17/05/2024

Service Electricité Renouvelable et  
Réseaux

D'un point de vue général, l'ADEME est favorable à l'optimisation des capacités du réseau électrique, dans le but d'améliorer les délais et les coûts du raccordement des nouveaux usagers.

Le sujet du sur-dimensionnement des puissances de raccordement est bien identifié depuis plusieurs années. Son ampleur récemment précisée - de l'ordre de 55 % - conforte l'opportunité de la consultation publique en cours et la nécessité de faire évoluer les règles de dimensionnement des raccordements à l'avenir, afin d'accompagner au mieux la mutation du système électrique et d'intensifier les processus de contrôle de la puissance raccordée par le gestionnaire ou l'AODE.

En ce sens, le maître d'ouvrage du raccordement en question pourrait notamment se placer en position de conseil afin de (i) proposer une analyse critique de la puissance de raccordement demandée, (ii) étudier automatiquement des solutions de raccordement alternatives à puissance inférieure.

**Question 1** Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

L'ADEME **suggère d'étendre le dispositif aux installations raccordées en BT**. En effet, l'optimisation des capacités du réseau électrique doit être menée en considérant l'ensemble des usagers.

**Question 2** Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

La majoration de 10 % appliquée aux puissances souscrite et soutirée maximales permet de tenir compte d'éventuelles évolutions de la consommation de l'utilisateur (installation de bornes de recharge de véhicules électriques notamment) ainsi que des aléas climatiques. Toutefois, elle ne nous apparaît pas comme cohérente au vu des objectifs de sobriété ; typiquement, le décret tertiaire impose à tous les propriétaires et locataires de bâtiments tertiaires de réduire de 40% la consommation énergétique finale de leurs bâtiments d'ici à 2030. C'est pourquoi l'ADEME recommande de **modifier la formule en**

**supprimant la majoration de 10 %** et en comparant directement entre elles les puissances soutirée maximale, souscrite maximale, et raccordée avant modification. De plus, l'ADEME recommande de faire évoluer la formule afin de **permettre une prise en compte différenciée des différents profils de consommation des usagers** (résidentiel, tertiaire, industriel...).

**Question 4** Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

**L'ADEME est favorable à cette mise à jour annuelle**, étant donné qu'elle permettra de suivre et de tenir compte des évolutions de consommation de l'utilisateur. Cette évaluation a posteriori ne doit cependant pas occulter la nécessité d'évaluer la nouvelle puissance raccordée au plus juste de manière **préventive**.

**Question 5** Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

L'ADEME n'est pas **favorable à l'instauration de durées d'attente de 2 et 5 ans** sans contrepartie avant la réévaluation de la puissance de raccordement. Il nous semble effectivement essentiel d'inciter à faire correspondre puissance raccordée et puissance souscrite dès le raccordement initial. Attendre plusieurs années avant de réévaluer la puissance raccordée **ne semble pas permettre la réduction des coûts et des délais** recherchés pour les nouvelles installations. Ainsi, on pourrait se rendre compte au bout de 2 ou 5 ans que le réseau construit (et payé) est finalement sur-dimensionné, ce que l'on cherchait à éviter initialement.

Une solution pour faire correspondre au mieux puissance souscrite et puissance raccordée lors du raccordement initial de l'installation pourrait être de justifier la demande de l'utilisateur en se basant sur des critères préétablis. En complément, l'ADEME est favorable à ce que les règles de dimensionnement soient revues selon l'analyse du profil de consommation de l'utilisateur.